



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.10.18 / 1414

Thème : STATIONNEMENT

Objet : Autorisation d'occuper le domaine public, délivrée à l'entreprise SARL VACHET pour la pose de palissade de chantier sur une surface de 110 m², au 3 bis, route de Grenoble du 23 octobre au 17 novembre 2023.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise SARL VACHET le 17 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation d'occuper le domaine public, délivrée à l'entreprise SARL VACHET pour la pose de palissade de chantier sur une surface de 110 m², au 3 bis, route de Grenoble du 23 octobre au 17 novembre 2023. En raison des travaux une gêne ponctuelle peut être occasionnée.

Article 2 : La sécurité des piétons et des personnes à mobilité réduite est constamment assurée par l'entreprise SARL VACHET. Pendant les travaux, une gêne ponctuelle pourra être occasionnée.

Article 3 : Le responsable l'entreprise SARL VACHET assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation règlementaire de chantier par l'entreprise Espace Rénovation atelier du bois conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise SARL VACHET.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 1

86 octobre 2023.



Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'René Michel', written over a horizontal line.

Transmis-le : 08 NOV 2023
Notifié le :